

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38000 Grenoble

Grenoble, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS

ZI La Gloriette
B.P. 115
38160 Chatte

Références : 2025_IS_029_TS1
Code AIOT : 0006102863

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS implanté ZI La Gloriette BP 115 38160 Chatte. L'inspection a été annoncée le 11/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS
- ZI La Gloriette BP 115 38160 Chatte
- Code AIOT : 0006102863
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS, intégrée au groupe PLASTIVALOIRE, exploite sur son site de Chatte des installations dédiées au moulage de pièces plastiques et à l'application de peinture. C'est un sous-traitant de l'industrie automobile pour des petites pièces de l'habitacle et des poignées de porte de voiture.

Les conditions de l'autorisation d'exploiter sont définies par les actes administratifs suivants :

- l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) de mise à jour de classement n° 2014317-0049 du 13 novembre 2014,
- l'APC n° 2009-00637 du 26 janvier 2009 (mise en place d'un schéma de maîtrise des COV),
- l'APC n° 2006-09392 du 27 octobre 2006 (risque ATEX, débit et volume de rétention des eaux d'extinction, bilan de fonctionnement,...),
- l'arrêté n°2006 du 14 mars 2006 (déclaration accompagnée d'une analyse de risque pour toute modification de la chaîne de peinture UNI1),
- l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n°2002-12823 du 9 décembre 2002.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les Fiches de Données Sécurité (FDS) consultées (R03, X97 et ABG) sont relativement récentes. Cette pratique doit être entretenue. L'Inspection des Installations Classées (IIC) vous recommande de vous rapprocher de vos fournisseurs régulièrement pour disposer d'une FDS de moins de 4 à 5 ans.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi des détecteurs en zones ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	6 mois
3	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-B	Demande d'action corrective	3 mois
7	Limitation des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	3 mois
9	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/11/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Retour à la conformité ATEX de la	AP de Mise en Demeure du 25/05/2023	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	chaîne de peinture UNIT4			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zonage ATEX (plans macro et détaillés)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	ventilation des locaux à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Rejet de COV canalisés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-22°	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS a parfaitement intégré les conditions dans lesquelles s'est produit l'accident mortel en 2013. Néanmoins, BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS ne doit s'écarter du planning de mise en conformité des installations. L'Inspection des Installations Classées (IIC) souhaite que le retour à la conformité suive l'échéancier de réalisation prévue et repris à l'arrêté préfectoral d'astreinte du 29/01/2025.

La prise en compte des zones à ATmosphères EXplosives (ATEX) est visiblement bien intégrée auprès des nouveaux salariés au regard de notre entretien avec un préparateur de recettes de peinture.

Le suivi des vitesses de ventilation et du réseau de détecteurs est effectif et peut encore être amélioré, en particulier pour ce qui est lié aux asservissements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zonage ATEX (plans macro et détaillés)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Plan locaux à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Le plan du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) identifie les zones du site où sont susceptibles de se former des zones ATEX. Un plan du 18/5/2015 précise le zonage ATEX, mais ne semble disponible qu'en version informatique AUTOCAD. Ce format permet de balayer rapidement le site et aussi de zoomer sur des zones précises telles que celles de la chaîne de peinture. C'est satisfaisant.

L'IIC a contrôlé par échantillonnage une cabine de peinture et son poste de pilotage associé. Les zonages étaient corrects et à jour, sous réserve du respect des vitesses d'extraction minimales en cabine de 0.3 m/s. C'est satisfaisant.

Interrogé sur l'opération de changement de recette de peinture et ses conséquences pour le classement ATEX des tuyauteries concernées, l'exploitant a estimé qu'il était possible qu'un mélange "air-vapeurs solvantées" se forme à l'intérieur des tuyaux. A ce jour cette phase transitoire n'est pas identifiée au zonage ATEX. Ce n'est pas satisfaisant.

L'IIC a constaté la présence de marquages signifiant à l'entrée d'une zone ATEX notamment pour le local de préparation des peintures/recettes, le local de stockage des peintures et la chaîne de peinture UNIT4. C'est satisfaisant.

Lors du contrôle sur site, l'IIC a interviewé M. COUPAT, préparateur en peinture, à son poste de travail. Interrogé sur les causes du classement ATEX du local où il travaille, il a décrit la continuité des liaisons équipotentielles en incluant la mise à la terre, l'accumulation de charges électrostatiques en citant les cheveux comme exemple, la formation d'une atmosphère explosive (= vapeurs de solvant) en l'absence de ventilation.

Le plan de suivi des actions ATEX comporte notamment :

- la maintenance préventive des flexibles. Pour le local de préparation, l'IIC a constaté que les flexibles ont tous été changés (couleur rouge pour les nouveaux flexibles);
- le renforcement de la maintenance sur les pinces de mise à la terre. Pour le local préparation, M. COUPAT a rappelé le contenu de la "check list prise de poste, préparation peinture" dont le point 13 vise à "contrôler la présence des pinces sur tous les bidons et fûts ouverts". L'IIC estime que cette formulation est insuffisante. Elle n'impose pas de s'assurer d'une part le branchement effectif ET l'indication par une diode verte de la connexion à la terre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action correctrice : BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit prendre en compte la formation d'un mélange "air-vapeurs solvantées" lors de l'opération de changement de recette de peinture dans l'établissement de son zonage ATEX. Pour rappel, avec le remplacement des équipements dans les cabines d'apprêt et de vernis, ces 2 postes de pilotage vont disparaître. Le plan du zonage ATEX devra donc être mis à jour et ce à chaque modification.

Demande d'action correctrice : BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit reformuler le point 13 de la "check list prise de poste, préparation peinture" afin de s'assurer d'une part le branchement

effectif ET l'indication par une diode verte de la connexion à la terre.

Observation : l'IIC recommande d'intégrer au plan de maintenance préventive les flexibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi des détecteurs en zones ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement à la détection

Prescription contrôlée :

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :

L'exploitant n'a pas pu présenter l'étude ayant conduit à l'implantation du réseau de détecteurs gaz et la nature du gaz recherché par zone. Ce n'est pas satisfaisant.

L'exploitant réalise un contrôle semestriel des détecteurs gaz en place au sein de ses installations.

L'IIC a contrôlé les rapports de contrôles DRÄGER des 24/3/24 et 27/9/24.

Plusieurs dénominations de localisation sont identiques alors que les références de matériels changent. Ce point doit être amélioré.

Pour l'étalonnage des détecteurs de solvants, l'exploitant souhaite que ce soit le MéthylEthylCétone (= MEK) qui serve comme gaz de référence au regard de 2 critères:

- c'est le solvant qui présente le point éclair le plus bas (-4°C) parmi tous les solvants utilisés ("DRO3" _ 0°C-23°C, "X97" _ 26°C, "ABC" _ 76°C);
- la proportion de MEK utilisée est prépondérante par rapport aux autres solvants utilisés.

Le technicien DRÄGER ne dispose pas de bouteille étalonnée de MEK. En revanche, il utilise le propane et un abaque de mesures pour vérifier le "0" et "100%" de la LIE du propane. Il ne test donc pas les seuils d'alarme de 13% et 25"% LIE MEK.

Pour autant, l'exploitant affirme que le seuil de 13% est testé régulièrement lors de l'utilisation.

Des interruptions du convoyeur et de la distribution de peinture surviennent régulièrement.

L'exploitant en réalise le suivi par poste. L'IIC a consulté ce suivi. En février 2025, ces interruptions représentent 1,6% du temps de travail (2 postes de 8h) soit 300h et 1,3% du temps de travail pour le mois de mars 2025. Elles s'accompagnent d'une alarme visuelle au pupitre de la cabine concernée et d'une sonnerie.

Le personnel a d'ailleurs pris l'habitude de surveiller la concentration affichée au pupitre pour anticiper les arrêts intempestifs et les éviter. En cas d'arrêt sur dépassement du seuil de 13% LIE, une chaîne d'opérations chronophages doit être effectuée pour redémarrer l'application de peinture. C'est satisfaisant.

<p>En revanche, le seuil de 25% de la LIE et les actions qu'impliquent son dépassement ne sont jamais testés. Ce n'est pas satisfaisant.</p> <p>Le technicien DRÄGER n'a pas pu vérifier les asservissements des détecteurs gaz "à la demande du client", car l'atelier était en fonctionnement le jour du contrôle. Ce n'est pas satisfaisant.</p> <p>La feuille de résultat pour le détecteur du "sas accrochage_chaîne UNIT4" mentionne comme gaz recherché le CO. Cette zone est identifiée comme zone ATEX. Pour autant, il n'est pas mis en place de détection de solvant (MEK). Ce choix atypique n'a pu être justifié. Ce n'est pas satisfaisant.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective:</u> BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit veiller à ce que le rapport semestriel de contrôle des détecteurs soit autoportant. En particulier, pour la localisation de chaque détecteur, aucune ambiguïté ne doit être possible.</p> <p><u>Demande d'action corrective:</u> BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées l'étude ayant conduit à l'implantation du réseau de détecteurs gaz et la nature du gaz recherché par zone. Le cas particulier du " sas accrochage_chaîne UNIT4" doit être traité (<i>gaz recherché: CO et pas MEK à justifier</i>).</p> <p><u>Demande d'action corrective:</u> BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les résultats des tests d'asservissement en cas de dépassement des seuils de 13% et 25% de la LIE du MEK.</p> <p><u>Observation:</u> l'exploitant doit programmer avec la société DRÄGER les jours de contrôle des détecteurs afin de vérifier également l'asservissement</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A
Thème(s) : Risques accidentels, dans les zones ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC a contrôlé les 2 derniers rapports de contrôles des installations électriques de l'établissement en date des 16/12/2023 et 13/12/2024. La conclusion général ne mentionne aucun écart par rapport aux équipements présents dans les zones ATEX du site. Néanmoins, il est</p>

indiqué ceci dans le corps de chaque rapport :

*"Lors de notre vérification, nous avons constaté la présence d'emplacements ou de locaux potentiellement à risque d'explosion. Vous êtes dans l'obligation de réaliser la mission d'évaluation du risque ATEX suivant l'article R. 4227-50 du code du travail et aux prescriptions de l'arrêté du 08/07/2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive. Bureau Veritas est à votre disposition pour vous aider à réaliser cette évaluation. **Les installations électriques de ces locaux ou emplacement sont réalisée visuellement, aucune mesure électrique n'a été réalisée dans ces locaux ou emplacements.**"*

L'exploitant a donc présenté le rapport de contrôle de "vérification des mises à la terre et des liaisons équipotentielle pour l'élimination de l'électrostatique des zones ATEX" en date du 7/8/24. Il apparaît sans observation. Néanmoins, le rapport souffre de lacunes :

- le périmètre de contrôle est trop restrictif. Il ne porte pas sur l'état des équipements, les mesures de prévention des sources d'inflammation (production d'étincelles, électricité statique sur les flexibles par exemple) ou l'adéquation des protection des équipements par rapport au zonage;
- des zones identifiées ATEX au sein de l'établissement ne figurent pas au rapport. Les 2 cuves de gaz, le four de décapage et les silos de matières plastiques sont absents.

En outre, plusieurs matériels ne sont pas contrôlés en raison de leur inaccessibilité. Ce n'est pas satisfaisant.

L'inventaire audit ATEX interne mensuel des mois de décembre 2024, janvier 2025 et mars 2025 ont été contrôlés. Le contenu a été amélioré selon les demandes formulées au terme de l'inspection 2024. En outre, les résultats sont corrects. Les non conformité sont immédiatement traitées. De ce fait, il n'y a pas de non conformité dans ces audits internes ATEX. C'est satisfaisant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit justifier de l'exhaustivité du contrôle des installations présentes dans les zones ATEX de son établissement.

Demande d'action corrective: Pour prévenir le cas de l'inaccessibilité de certains équipements lors du contrôle, BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit se rapprocher de son prestataire pour le contrôle des équipements ATEX et en zones ATEX, en amont du contrôle, pour lui mettre à disposition, le jour du contrôle, les moyens matériels utiles à la réalisation d'un contrôle de tous les équipements concernés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-B

Thème(s) : Risques accidentels, interrupteur central ou arrêt d'urgence

Prescription contrôlée :

B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou

d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.

Constats :

Le convoyeur des pièces à peindre est équipé de 2 arrêts d'urgence situés dans des zones fréquentées par le personnel et hors zones ATEX. L'exploitant dispose du résultat du test de bon fonctionnement (arrêt de la ligne de peinture) réalisé le 24/01/25. Selon ce document, le test est réalisé tous les 3 mois.

L'action à réaliser est particulièrement bien décrite, notamment la prise en compte sur l'automate de sécurité. Néanmoins, elle ne précise pas explicitement que l'arrêt de la chaîne doit aussi être constaté pour valider le test. Ce point doit être amélioré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective: La fiche de "test des arrêts d'urgence" doit explicitement préciser que l'arrêt survient après avoir appuyer sur l'arrêt d'urgence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : ventilation des locaux à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Risques accidentels, valeurs des débits et leurs surveillances

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.

Constats :

Selon les rapports des 24/1/25 et 5/2/25 relatif au contrôle de la mesure des vitesses de ventilation de l'extraction de la gaine allant vers l'oxydeur thermique (= RTO), la vitesse moyenne est d'au moins 14 m/s. Les mesures sont réalisées toutes les 10 secondes pendant 2 heures. Ce résultat est bien supérieur au 0.4m/s exigé par l'arrêté du 3/5/1990 *précisant les prescriptions relatives aux vitesses de ventilation des cabines de projection par pulvérisation et des cabines mixtes de projection et de séchage destinées à l'emploi de peinture liquides ou vernis*.

Les cabines de peinture, le local broierie et la zone de préparation des recettes de peinture sont tous reliés au RTO par des gaines différentes qui se connectent à la gaine principale. Au regard de la description de la circulation des flux d'air dans les cabines de peinture et des mesures réalisées les 3/1/25 et 21/3/25 en plusieurs point des cabines de peinture ($0.4\text{m/s} < < 0.6\text{ m/s}$) , l'IIC estime que toutes ces mesures sont représentative pour les cabines de peinture. C'est satisfaisant.

Pour ce qui est du local broierie, les vitesses mesurées sont de 14.7 m/s et 14.9 m/s et vérifiées

trimestriellement par des fumigènes. C'est satisfaisant.

Pour ce qui est du local de stockage des peintures et du local de préparation des recettes qui sont dits "périphériques" du RTO, ce sont les rapports annuels de contrôle de la qualité de l'air à la sortie du RTO en date des 16/6/23 et 3/7/24 qui nous renseignent.

local	année 2023	année 2024
préparation (m/s)	14	10.1
stockage (m/s)	6.1	5.7

Ces vitesses sont supérieures à celles de l'arrêté du 3/5/1990. C'est satisfaisant.

Interrogé sur les éventuelles indisponibilités du RTO, l'exploitant a répondu qu'il n'a jamais été indisponible. Il le justifie par le seul fait qu'en cas de dysfonctionnement du RTO, la ligne de peinture serait à l'arrêt faute d'aspiration.

Aucun plan des circulations d'air au sein de l'usine n'a été présenté pour illustrer l'exhaustivité des contrôles réalisés. Ce point doit être amélioré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit disposer d'un schéma de principe ou un plan qui représente toutes les circulations d'air dans la chaîne UNIT 4 (cabines+broierie+préparation recette).

Demande d'actions corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit mettre en place un enregistrement du suivi trimestriel des vitesses d'aspiration dans les cabines de peinture. Il comportera 2 points par cabine (devant (50cm) et derrière (1m) du convoyeur)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejet de COV canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-22°

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur d'émission

Prescription contrôlée :

22° Application de revêtement, notamment sur support métal, plastique, textile, carton, papier, à l'exception des activités couvertes par les points 19 et 20 : si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 100 mg/m³. Cette valeur s'applique à l'ensemble des activités de séchage et d'application, effectuées dans des conditions maîtrisées. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée. L'activité d'impression sérigraphique est soumise

<p>aux dispositions du 19° ci-dessus ;</p> <p>Si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m³ pour le séchage et de 75 mg/m³ pour l'application. Pour le revêtement sur textile, en cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission exprimée en carbone total est de 150 mg/m³ ; cette valeur s'applique à l'ensemble des opérations application de séchage. Toutefois, elle ne s'applique pas en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée. L'impression sérigraphique en rotative sur textiles et cartons est soumise aux dispositions du 19° ci-dessus."</p> <p>Lorsque les activités de revêtement ne peuvent pas être réalisées dans des conditions maîtrisées (telles que la construction navale, le revêtement des aéronefs ...), l'exploitant peut déroger à ces valeurs, s'il est prouvé que l'installation ne peut, d'un point de vue technique et économique, respecter cette valeur, pour autant qu'il n'y ait pas de risques significatifs pour la santé humaine ou l'environnement. L'exploitant devra démontrer qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles. On entend par conditions maîtrisées, les conditions selon lesquelles une installation fonctionne de façon que les COV libérés par l'activité soient captés et émis de manière contrôlée, par le biais soit d'une cheminée, soit d'un équipement de réduction, et ne soient, par conséquent, plus entièrement diffus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise annuellement le contrôle de la conformité de ses émissions atmosphériques à la sortie de l'oxydateur thermique (=RTO). Les rapports de contrôle des années 2023 et 2024 montrent que les seuils en concentration et flux sont respectés. Pour ces 2 années, le rendement du RTO est d'au moins 98%. C'est satisfaisant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Limitation des émissions diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, consigne de dépotage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, <u>volatils</u> ou <u>odorants</u>, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.).</p>
<p>Constats :</p> <p>Au niveau de l'aire des solvants de nettoyage usagés, la procédure de dépotage et d'empotage est absente alors que les cuves de solvants neufs du local bleu en disposent. La dite procédure comporte une étape garantissant la limitation des émissions diffuses de solvants: "fermer le bouchon du cubitainer/ de la cuve". Ce n'est pas satisfaisant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Demande d'action corrective : L'affichage de la procédure de dépotage/empotage doit être réalisée au niveau de l'aire d'entreposage des solvants de nettoyage usagés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Encombrement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 3 zones d'entreposage extérieures aux bâtiments, l'IIC a constaté que les capacités de rétention exposées aux intempéries sont en partie ou complètement occupées par des eaux météoriques. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'aire des solvants usagés; • le local des huiles et solvants; • les armoire bleues huiles neuves. <p>Les capacités de rétentions sont encombrées donc indisponibles. Ce n'est pas satisfaisant. L'IIC a également noté qu'un caillebotis métallique destiné à accueillir un cubitainer d'eau huileuse a été remplacé par une palette en bois. La palette vient obérer une partie du volume de la capacité de rétention. Ce n'est pas satisfaisant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective:</u> BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit rendre à nouveau disponible toutes les capacités de rétention associées aux 3 zones d'entreposages reprises ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'aire des solvants usagés; • le local des huiles et solvants usagés; • les armoires bleues huiles neuves. <p><u>Demande d'action corrective :</u> La palette en bois qui sert de support à un cubitainer de déchet d'eaux huileuses doit être remplacée par un caillebotis métallique adapté à la capacité de rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-1

Thème(s) : Risques chroniques, pollution du milieu

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention

Constats :

Au niveau de l'aire de collecte d'eaux huileuses/aérosol/chiffons souillées, au moins 3 cubitainers contenant des eaux huileuses sont entreposés sans être associés à une capacité de rétention adaptée. Ce n'est pas satisfaisant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective: BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit organiser son entreposage de contenants remplis de déchets liquides, comme les eaux huileuses, de telle manière que d'une part une capacité de rétention adaptée soit associée à l'entreposage, et d'autre part que ledit entreposage soit protégé des intempéries.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2014, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Atelier de charge des accumulateurs

Prescription contrôlée :

Installations répertoriées dont:

Rubrique ICPE	désignation de l'activité	Caractéristique de classement	Classement
2925-1	ateliers de charge d'accumulateurs électriques Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette	Pmax= 45 kW	NC

	utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW		
--	---	--	--

⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers

Constats :

L'IIC a constaté que 4 postes de charge des accumulateurs sont présents et susceptibles d'être utilisés au sein de l'établissement. Interrogé sur la puissance maximale de charge délivrable, l'exploitant n'a pu répondre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective : BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit justifier que la puissance cumulée des 4 postes de chargement des accumulateurs est inférieure à 50 kw comme indiqué à son arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Retour à la conformité ATEX de la chaine de peinture UNIT4

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/05/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du planning

Prescription contrôlée :

...les installations comprises dans les zones à risques d'atmosphère explosive sont conçues de manière à limiter les risques d'explosions.

Constats :

Pour mémoire, le contexte actuel est proche de celui dans lequel l'accident mortel de 1993 s'est déroulé. En effet, il s'agit de remplacer un équipement primordial pour l'activité peinture qu'il faut rapidement mettre en service aux standards de la production (tests+calibrations en fonction des gammes).

L'exploitant a donc préféré aboutir son analyse des risques avant de mettre en service le nouveau bol "verniss". Le remplacement de l'ancien bol a eu lieu en décembre 2024 comme annoncé. En revanche, il n'est pas encore opérationnel (pas relié). C'est toujours l'ancien qui opère l'application du vernis. Ce décalage dans le planning sera corrigé en juin 2025.

L'enjeu est double pour l'exploitant: respecter l'agenda qu'il a proposé à M. le Préfet de l'Isère et être en capacité de produire pour honorer ses commandes. L'exploitant a insisté sur le fait que le temps alloué à cette opération est très court surtout au vu de la difficulté technique des opérations.

Le changement des équipements de la cabine d'"apprêt", dont les pistolets, est programmé pour l'été 2025, comme prévu au planning.

L'IIC prend note de tous ces éléments et reviendra vers BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS à la fin du mois d'août 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande d'action corrective:</u> BOURBON AUTOMOTIVE PLASTICS doit mettre en service ces nouveaux équipements dans les cabines d'"apprêt" et de "verniss" d'ici la fin du mois d'août 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois